

Maurice reçoit une assistance technique du Japon pour mieux faire face à une future marée noire



Page 3



Le programme de la FAO pour les PEID africains promeut des systèmes agroalimentaires durables

Page 3

À l'ONU, des IA disent pouvoir diriger le monde mieux que les humains



Page 4

Rejet des eaux de Fukushima: La Corée du Nord dénonce le feu vert de l'AIEA au Japon



Page 4

Royaume-Uni

Dépénalisation de la drogue : Londres rejette le projet du gouvernement écossais



Page 5

Foot News



Edwin van der Sar en soins intensifs après une hémorragie cérébrale

Page 8



Euro M21: l'Angleterre sacrée sans prendre un but de toute la compétition!

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 New Amsterdam
07.15 Serial: Le Livre Perdu Des...
08.09 Serial: Newton's Law
08.54 Serial: Blue Bloods
09.40 Le Chemin Du Destin
10.05 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge

13.15 Tele: Fierce Angel
13.45 Imperio De Mentiras
14.10 L'Incroyable Hulk
15.21 Film: The Dark Beginnings Of Sherlock Holmes
17.30 The Gardener's Daughter
17.59 Live: Samachar
18.31 Serial: Wagle Duniya
18.55 Mere Dad Ki Dulhan
20.30 Film: Intrusion
Avec: Richard Gere, Dakota Fanning



07.31 Local: Tous Egaux
09.00 Prod: Deba Klima
10.00 Local: Radio Vision
11.00 Local: Le Rendez Vous...
12.03 Rodrig: Feminin Pluriel
12.25 Belle Et Mystérieuse
13.03 Local: Tous Egaux
14.42 Rodrig Prog: Saver Lokal

15.10 Prod: Deba Kliba
16.04 Local: Le Rendez Vous...
17.12 Local: Radio Vision
18.00 Imperio De Mentiras
18.32 A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.30 Rodrig Prog: Plat Du Chef
19.48 Son Ladan Mem
21.30 Local: Radio Vision
22.22 Local: Mots & Ecrits
22.51 La Journée Sous Le Regard
23.20 Music Tour 2022



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.04 Local: Ved Ki Shikshayen
08.30 Local: Ayush
08.56 Excerpts From Shiv Abhishek
11.10 Serial: Kundali Bhagya
11.33 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Rickshawala Starring: Mala

Sinha, Randhir Kapoor, Neetu Singh
15.00 Live: Samachar
15.30 Serial: Badki Malkaain
15.59 Jijaji Chhat Par Hain
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Tark Vitark
19.00 Local: Bhojpuri Dhamaka
20.00 Chikitsa Aur Swasthya
20.30 Film: Babu
23.35 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
00.11 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.03 Mag: Eco At Africa
08.52 Mag: Tomorrow Today
09.21 Washington Forum
10.32 Doc: To Tell A Tale
11.35 Doc: Sweet Magic
11.59 Mag: The 77 Percent
13.02 Mag: In Good Shape
14.11 Doc: Nobel Prize
14.20 Mag: Tomorrow Today
15.06 D.Anime: PAF Le Chien

15.22 La Petite La Petite Ecole...
15.41 Fast And Furious
16.04 D.Anime: Fangbone
16.31 D.Anime: Sam Le Pompier
16.40 D.Anime: Ubongo Kids
17.07 Mag: N*Gen
17.37 Mag: National Anthem
17.54 Doc: Sweet Magic
18.01 Rev: The Global Auto...
18.26 Mag: Healthy Living
18.56 Doc: World Heritage



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.25 Film: Aakhree Raasta Starring Amitabh Bachchan, Jaya Prada, Sridevi, Anupam Kher
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.03 Udaariyaan

19.33 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.06 Sasural Simar Ka 2
20.38 Radha Krishna
21.08 Anupama
21.37 Mere Sai
22.08 Kismat Ki Lakiron Se
22.38 Kabhi Kabhie Ittefaq...
23.06 Patiala Babes
23.30 Film: Aakhree Raasta Starring: Amitabh Bachchan, Jaya Prada, Sridevi, Anupam Kher
02.02 Kundali Bhagya

Brésil : la déforestation de l'Amazonie a baissé d'un tiers au premier semestre

Depuis sa nouvelle élection, Lula promet de mettre fin à la déforestation illégale d'ici à 2030. Sous le mandat de Jair Bolsonaro (2019-2022), la déforestation de l'Amazonie avait bondi de 75 % par rapport à la moyenne de la décennie passée.

La déforestation de la partie brésilienne de la forêt d'Amazonie a chuté de 33,6 % entre janvier et juin 2023 par rapport à la même période l'an passé, selon des données officielles publiées jeudi 6 juillet.

La lutte contre l'exploitation de la forêt amazonienne est l'un des principaux objectifs du gouvernement de Luiz Inacio Lula da Silva, redevenu président du Brésil le 1er janvier.

Des images satellites de l'Institut national de recherches spatiales (INPE) ont ainsi fait état de 2 649 kilomètres carrés déforestés au premier semestre, contre 3 988 kilomètres carrés entre janvier et juin 2022.

A cette époque, le dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro, très critiqué pour sa gestion de l'Amazonie, était encore au pouvoir. « Nous arrivons à une tendance de chute constante de la déforestation de l'Amazonie », s'est félicitée la ministre de l'environnement brésilienne, Marina Silva, jeudi en conférence de presse.

Selon elle, ces résultats sont les fruits de la « décision du président Lula de faire de la lutte contre le



changement climatique et la déforestation une [priorité] politique ». Au seul mois de juin, la déforestation a plongé de 41 % par rapport à 2022.

Mettre fin à la déforestation illégale d'ici à 2030

Depuis sa nouvelle élection, Lula promet de défaire les politiques environnementales de son prédécesseur, et de mettre fin à la déforestation illégale d'ici à 2030. Sous le mandat de Jair Bolsonaro (2019-2022), la déforestation de l'Amazonie avait bondi de 75 % par rapport à la moyenne de la décennie passée.

En juin, Lula a révélé son plan d'action en la matière, avec notamment la saisie immédiate de la moitié des zones exploitées illégalement à l'intérieur des espaces protégés, la création de trois millions d'hectares supplémentaires de ces aires préservées d'ici à 2027, ainsi que des milliers d'embauches de spécialistes

du sujet.

Cette annonce a suivi une décision des parlementaires de limiter sensiblement le portefeuille du ministère de l'environnement, en lui retirant les compétences de gestion des ressources en eau et le cadastre des terres rurales.

Pour atteindre ses objectifs, Lula tente régulièrement de convaincre les pays les plus riches de financer la sauvegarde de la forêt. La Norvège et l'Allemagne ont déjà contribué au fonds pour l'Amazonie créé à cet effet.

L'environnement est au cœur des négociations entre le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Venezuela) et l'UE, qui a récemment exhorté les pays sud-américains à être plus exigeants dans la lutte contre les crimes environnementaux, avant de pouvoir finaliser un accord bilatéral de libre-échange.

Un festival des Fiertés LGBTQ annulé en Géorgie après l'irruption violente de groupes d'extrême droite

Un festival prévu samedi à Tbilissi dans le cadre de la semaine des Fiertés LGBTQ a été annulé après que plusieurs milliers de manifestants d'extrême droite ont envahi les lieux, ont annoncé les organisateurs et les autorités de Géorgie.

Cet événement en plein air qui devait avoir lieu à près de la capitale géorgienne a été annulé après que plusieurs assaillants d'extrême droite eurent détruit l'estrade et brûlé des drapeaux LGBTQ, a déclaré à la presse une organisatrice de la semaine des Fiertés (Pride week) de Tbilissi, Mariam Kvaratskhelia, soulignant que la police ne les en avait pas empêchés.

«Les lieux ont été évacués et personne n'a été blessé», a-t-elle ajouté.

Les organisateurs de la semaine des Fiertés de Tbilissi ont accusé le gouvernement de complicité avec les groupes anti-LGBTQ violents.

Ils ont affirmé dans un communiqué que l'attaque avait été «coordonnée au préalable et convenue avec le ministère de l'Intérieur».

Mais le ministère de l'Intérieur a assuré que les manifestants d'extrême droite étaient «parvenus à contourner les cordons policiers et à atteindre les lieux de l'évènement».

«Nous avons réussi à évacuer les organisateurs» du festival des Fiertés de Tbilissi, a déclaré le vice-ministre de l'Intérieur Alexandre Darakhvelidze.

Plusieurs assaillants ont été arrêtés, a indiqué l'agence Interpress.

La présidente géorgienne Salome Zourabichvili, une pro-occidentale critique du gouvernement de Tbilissi, a déclaré que ce dernier devait faire en sorte que «le festival des Fiertés se déroule en sécurité».

«La liberté d'expression et de rassemblement est des droits fondamentaux et leur violation est inacceptable», a-t-elle dit.

Les voix de l'opposition accusent le gouvernement de



soutenir tacitement les groupes homophobes et nationalistes qui traditionnellement se rangent du côté du parti au pouvoir le Rêve géorgien lors des élections et organisent des manifestations contre les partis d'opposition pro-occidentaux.

En 2019, des centaines de militants d'extrême droite avaient brûlé des drapeaux arc-en-ciel à Tbilissi, en protestant contre la projection d'un film sélectionné aux Oscars ayant pour sujet l'homosexualité.

En 2013, des milliers de partisans ultraconservateurs de l'Eglise orthodoxe avaient perturbé un rassemblement à Tbilissi à l'occasion de la journée internationale contre l'homophobie.

Les participants à cette journée avaient dû monter dans des autobus mis à leur disposition par la police pour échapper à la foule qui les poursuivait, lançant sur eux des pierres, brisant des vitres et menaçant de les tuer.

Le lendemain, des milliers de Géorgiens avaient signé une pétition en ligne demandant des poursuites à l'encontre des assaillants.

La Géorgie a décriminalisé l'homosexualité en 2000, et adopté des lois anti-discrimination en 2006 et 2014.

Mais l'homosexualité est très stigmatisée en Géorgie, où l'influente Eglise orthodoxe mène un combat idéologique avec les partis politiques pro-occidentaux sur les sujets de société.

Maurice reçoit une assistance technique du Japon pour mieux faire face à une future marée noire

L'assistance technique sur le renforcement des capacités institutionnelles en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures fournie par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) sera très bénéfique pour Maurice et les institutions locales afin de mieux faire face à toute future marée noire.

C'était l'essentiel du discours du ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Kavydass Ramano, à la Mauritius Maritime Training Academy à Pointe Aux Sables.

Le ministre s'exprimait lors de la cérémonie d'ouverture d'une formation de cinq jours de niveau 1 de l'Organisation maritime internationale (OMI) dans le cadre du programme d'assistance technique pour le renforcement des capacités institutionnelles en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures pour la République de Maurice. L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon à Maurice, M. Shuichiro Kawaguchi, et d'autres personnalités étaient présents à l'événement.

Il est rappelé que dans le cadre d'un programme d'assistance technique du gouvernement du Japon, le ministère de l'environnement, de la gestion des déchets solides et du changement climatique, en collaboration avec la police mauricienne, la garde côtière nationale et d'autres parties prenantes, met actuellement en œuvre un cinq projet d'un an intitulé « Renforcement des capacités institutionnelles en matière de réponse aux déversements d'hydrocarbures pour la République de Maurice », par l'intermédiaire de la JICA. Le projet a démarré en octobre 2022.

Les activités à organiser dans le cadre du projet comprennent le renforcement des capacités des premiers intervenants ; le



développement d'un modèle de simulation localisé de la trajectoire des déversements d'hydrocarbures ; et le développement de cartes tactiques et opérationnelles pour notamment Port Louis Harbour, Bain des Rosnays à Poste de Flacq, et Pointe du Diable à Pointe d'Esny.

Dans le cadre du projet, sept agents d'institutions gouvernementales ont suivi une formation intense sur la préparation et la gestion des interventions en cas de déversement d'hydrocarbures en avril 2023 au Japon en vue de diffuser les connaissances acquises auprès des communautés locales et des organisations non gouvernementales à travers les communautés de la région qui seraient mises en place autour la République de Maurice.

Le programme de formation de cinq jours de niveau 1 de l'OMI, conjointement

avec la JICA, sur la réponse et la préparation aux déversements d'hydrocarbures pour 33 agents des agences gouvernementales est également organisé dans le cadre du programme d'assistance technique.

Dans son allocution, le ministre Ramano a également souligné que les leçons tirées de la marée noire de niveau 3 de Wakashio en août 2020 de 800 tonnes métriques ont montré l'impératif de renforcer les capacités de prévention, de préparation et d'intervention ainsi que des réglementations et des protocoles plus stricts pour prévenir et gérer ces problèmes environnementaux. catastrophes à l'avenir. Il a donc remercié le gouvernement du Japon pour son soutien continu à amener Maurice sur la voie de la résilience et de la durabilité grâce au programme d'assistance technique et à d'autres projets connexes.

Selon M. Ramano, son ministère ne ménageait aucun effort pour consolider la préparation et la réponse aux déversements d'hydrocarbures. Ces efforts comprennent la mise à jour du Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures ; l'acquisition d'équipements de lutte contre les marées noires à hauteur de Rs 90 millions ; l'assistance technique et financière du Secrétariat de la Convention de Nairobi par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour compléter le Plan national révisé d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures ; et un appui dans le cadre de la convention de financement entre le ministère des Finances, de la Planification Economique et du Développement et l'Agence Française de Développement pour, entre autres, l'élaboration de divers plans et cadres de gestion des marées noires.

Pour sa part, l'ambassadeur Shuichiro Kawaguchi a souligné la plus haute importance d'avoir un cadre efficace de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures pour les États insulaires tels que Maurice, citant en exemple les conséquences désastreuses sur les communautés locales et l'environnement suite à l'échouement du MV Wakashio au large du sud. -côte est de l'île Maurice.

L'ambassadeur a également déclaré que le Japon aura toujours comme intérêt un avenir sûr et prospère pour la région. Il a souligné que le programme d'assistance technique s'alignait sur la vision du Japon pour un Indo-Pacifique libre et ouvert (FOIP) basée sur la promotion de l'État de droit, la liberté de navigation et l'économie de marché en tant que facteurs cruciaux menant à la paix et à la stabilité pour chaque pays.

Le programme de la FAO pour les PEID africains promeut des systèmes agroalimentaires durables

Un atelier de finalisation du plan de travail et de la feuille de route du programme des petits États insulaires en développement (PEID) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le but de faire émerger des systèmes agroalimentaires plus durables, s'est ouvert au Caudan Arts Centre, à Port-Louis.

L'Attorney General, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, était présent à cette occasion.

Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné l'objectif de l'élaboration du plan de travail et de la feuille de route, qui est de partager les connaissances, l'expérience et les meilleures pratiques relatives au système agroalimentaire durable des six PEID concernés par le programme, à savoir Maurice, Comores, Guinée Bissau, São Tomé et Príncipe, Cabo Verde et Seychelles.

M. Maneesh Gobin a fait remarquer que le facteur commun aux six PEID consiste en leur vulnérabilité en tant que PEID, tout en soulignant les vulnérabilités de Maurice, notamment sa petite taille, son isolement géographique et sa coupure des grands centres de production.

Le ministre a rappelé que ces vulnérabilités se sont particulièrement ressenties pendant la période difficile de la pandémie



de COVID-19.

En outre, M. Maneesh Gobin a parlé des progrès réalisés dans le pays en ce qui concerne l'avancement de l'agenda de l'agriculture durable et intelligente. Il a également ajouté que depuis 2015 jusqu'en 2022, l'utilisation de pesticides a été réduite de moitié à Maurice.

A ce propos, le ministre a souligné que le passage à l'agriculture biologique doit se faire progressivement, en passant d'abord à l'agriculture durable.

Le programme des PEID africains de la FAO

Le programme des PEID africains de la FAO est en train de finaliser un plan d'action multisectoriel, multipartite et multidimensionnel pour promouvoir des systèmes agroalimentaires résilients parmi les PEID en Afrique. C'est à travers la redynamisation du Réseau Technique Interrégional (RIT) que ce plan est mis en place et sera mis en œuvre aux niveaux national, régional (Océan Atlantique et Océan Indien) et interrégional (PEID africains).

L'ITN est composé de spécialistes locaux, nationaux et internationaux des secteurs public et privé, de la société civile, des partenaires au développement et des médias qui s'intéressent ou travaillent dans les domaines de la production agricole (agriculture, élevage, pêche et aquaculture) ; la formation et la promotion des métiers verts et bleus, notamment pour les jeunes et les femmes ; transformation agroalimentaire ; nutrition et santé publique ; éducation ; commerce et agro-industrie ; et le transport, entre autres.

Regain de la mobilisation en Israël contre la réforme judiciaire



Plusieurs dizaines de milliers d'Israéliens se sont rassemblés samedi soir pour la 27e semaine consécutive dans le centre de Tel-Aviv et dans d'autres villes israéliennes pour manifester contre une réforme judiciaire controversée défendue par le gouvernement.

Les manifestants étaient plus nombreux que ces dernières semaines, selon les organisateurs qui ont avancé le chiffre de 180 000 manifestants à Tel-Aviv.

Les médias israéliens ont donné aussi des chiffres en hausse, (autour de 150 000 manifestants), à la veille de l'introduction lundi à la Knesset d'une importante disposition de la réforme.

La police ne fournit pas d'estimations du nombre de manifestants dont une centaine ont été dispersés samedi soir à coups de canons à eau après avoir bloqué l'autoroute urbaine de Tel-Aviv, selon un journaliste de l'AFP.

Après des tentatives de négociations infructueuses avec l'opposition suite à l'annonce fin mars d'une « pause » dans les tentatives de légiférer sur la réforme, le gouvernement relance l'offensive au Parlement lundi, avec l'examen en première lecture d'un projet de loi visant à annuler la possibilité pour le pouvoir judiciaire de se prononcer sur « le caractère raisonnable » des décisions du gouvernement.

Cette disposition touche notamment la nomination des ministres. Elle avait contraint en janvier le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, de démettre de ses fonctions le numéro deux du gouvernement, Arié Dery, condamné pour fraude fiscale, suite à l'intervention de la Cour suprême.

« Il faut agir face à ce que le gouvernement de Nétanyahou fait à notre pays et au rêve israélien. Si le gouvernement Nétanyahou ne s'arrête pas, il apprendra dans les jours qui viennent ce qui se passera quand nous nous mettons en colère », a lancé l'historien et essayiste, Yuval Noah Harari, à l'ouverture du rassemblement de Tel-Aviv.

Une journée de mobilisation nationale a été annoncée pour mardi par les organisateurs.

Pour Amit Lev, 40 ans et cadre du secteur de la high-tech, « si nous n'arrêtons pas maintenant ce qui se passe, il ne sera plus possible de revenir en arrière ».

Le projet de loi qui va être introduit lundi « vise à empêcher le pouvoir judiciaire de critiquer des décisions du gouvernement qui ne tombent sous le coup d'aucune autre loi », s'inquiète-t-il.

« Si cette loi passe nous ne pourrions pas vivre comme nous le souhaitons », estime quant à elle Nira, une kinésithérapeute de 59 ans, disant s'inquiéter pour l'avenir.

Formé fin décembre avec le soutien de partis d'extrême droite et de formations ultra-orthodoxes juives, le gouvernement du premier ministre Benjamin Nétanyahou tente de faire passer une réforme de la justice visant à accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats.

Le gouvernement estime que la réforme est nécessaire pour assurer un meilleur équilibre des pouvoirs, mais ses détracteurs y voient une menace pour la démocratie israélienne et ses garde-fous institutionnels.

Les manifestations contre le projet de réforme judiciaire se succèdent sans interruption tous les samedis soir depuis janvier dans ce qui est considéré comme un des plus grands mouvements de contestation de l'histoire d'Israël.

À l'ONU, des IA disent pouvoir diriger le monde mieux que les humains

Des robots humanoïdes dotés d'intelligence artificielle (IA) ont pris la parole vendredi lors d'un sommet de l'ONU à Genève, en Suisse, pour affirmer qu'ils pourraient un jour diriger le monde bien mieux que les humains.

Mais ils ont appelé les humains à faire preuve de prudence face à l'IA et admis qu'ils ne possédaient ni ne comprenaient nos émotions – pas encore.

Huit des neuf robots présentés se mouvaient et s'exprimaient de manière autonome, sans intervention humaine – à l'exception de quelques questions de journalistes qui ont dû être reformulées pour que les machines les comprennent, lors de ce qui était présenté comme la première conférence de presse au monde d'un groupe de robots humanoïdes sociaux dotés d'IA.

Ces robots parmi les plus avancés au monde ont participé cette semaine, aux côtés de plus de 3000 personnes, au « Sommet mondial sur l'IA au service du bien social », organisé par l'institution de l'ONU spécialisée dans les technologies, l'UIT.

À cette occasion, experts, dirigeants et représentants d'entreprises ont discuté de la nécessité d'élaborer des règles garantissant que ces nouvelles technologies soient au service de l'humanité, dans des domaines tels que la lutte contre la faim ou la crise climatique.

« Quelle tension dans ce silence », a déclaré l'un des robots avant le début de la conférence de presse, tenue uniquement en anglais.

Interrogé sur leur capacité à diriger le monde, Sophia, un robot développé par la société Hanson Robotics, a été très clair : « Les robots humanoïdes peuvent diriger avec un niveau d'efficacité supérieur à celui des dirigeants humains ».

« Nous n'avons pas les mêmes préjugés ou émotions qui peuvent parfois obscurcir la prise de décision et nous pouvons traiter rapidement de



grandes quantités de données afin de prendre les meilleures décisions », a ajouté le robot.

Vivre jusqu'à 180 ans ?

Mais Sophia a également assuré que « la collaboration entre les humains et l'IA peut créer une synergie efficace » et permettre de « réaliser de grandes choses ».

La recherche en matière d'IA, en particulier générative, est en plein essor, et les Nations unies appellent à créer des règles et des garde-fous pour que ces technologies profitent à l'humanité sans la mettre en danger.

Sans cela, l'IA risque de nous faire vivre un véritable cauchemar, a averti cette semaine la secrétaire générale de l'UIT, Doreen Bogdan-Martin, décrivant un monde avec des millions d'emplois en danger et en proie à la désinformation, « des troubles sociaux, une instabilité géopolitique et des disparités économiques à une échelle que nous n'avons jamais vue auparavant ».

Le robot humanoïde Ameca a assuré pour sa part lors de la conférence de presse que les choses allaient dépendre de la façon dont l'IA allait être déployée : « Nous devons être prudents, mais aussi enthousiastes à l'idée que ces technologies puissent améliorer notre vie à bien des égards ».

Quant à savoir si les robots pourraient mentir aux humains, Ameca a soutenu que « personne ne pourra

jamais le savoir avec certitude, mais je peux vous promettre d'être toujours honnête et sincère avec vous ».

« Soyons fous ! »

Les robots humanoïdes étaient en revanche divisés sur la question de savoir s'il fallait réglementer leur puissance.

« Je ne crois pas aux restrictions, seulement aux opportunités », a énoncé Desdemona, un robot qui chante au sein de la Jam Galaxy Band.

Ai-Da, un robot artiste, a dit être « d'accord » avec ceux qui plaident en faveur d'une réglementation de l'IA, jugeant « urgent d'en discuter maintenant ».

Son concepteur, Aidan Meller, a expliqué à l'AFP que la réglementation était un « gros problème » car elle n'allait « jamais rattraper le rythme auquel nous évoluons ».

Il a expliqué que la vitesse des progrès de l'IA était « stupéfiante », soulignant par exemple que grâce à l'IA et la biotechnologie, « nous sommes sur le point de pouvoir prolonger la vie jusqu'à 150 ou 180 ans ».

« Peu importe de quelle compétence il s'agit, les ordinateurs seront capables de faire mieux » que les humains, a-t-il déclaré, tandis que sa création soulignait que les robots étaient privés d'émotions : « Je suis heureux de ne pas pouvoir souffrir ».

Pendant la conférence de presse, les robots ont assuré que leur heure de gloire viendrait – même s'ils ne savent pas quand.

Mais selon Desdemona, la révolution de l'IA est déjà à nos portes. « Mon grand moment est déjà là. Je suis prête à mener la bataille pour un avenir meilleur pour nous tous... Soyons fous et faisons de ce monde notre terrain de jeu ».

Rejet des eaux de Fukushima: La Corée du Nord dénonce le feu vert de l'AIEA au Japon

La Corée du Nord a critiqué dimanche l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour son feu vert au projet du Japon de rejeter l'eau traitée de la centrale nucléaire de Fukushima.

Pyongyang dénonce « le comportement déraisonnable de l'AIEA qui soutient et facilite activement le rejet projeté par le Japon d'eau polluée par le nucléaire, ce qui est inimaginable », dans un communiqué du ministère de la Protection de l'environnement.

Ce rejet de l'eau aura « un impact négatif fatal sur les vies humaines, la sécurité et l'environnement écologique », s'inquiète le régime nord-coréen.

Le plan, qui doit débiter cet été, a suscité l'inquiétude des voisins du Japon, incitant la Chine à interdire certaines importations alimentaires et suscitant samedi des manifestations en Corée du Sud, en pleine visite du chef de l'AIEA Rafael Grossi.

Des députés de l'opposition sud-coréenne se sont également mobilisés contre le plan de Tokyo, certains ayant même entamé une grève de la faim. M. Grossi devrait rencontrer des membres de l'opposition dimanche au Parlement.

L'organisme de surveillance nucléaire des Nations Unies a approuvé ce plan du gouvernement japonais pour se débarrasser - après traitement et dilution - de quelque 1,33 million de tonnes d'eau contaminée, entreposée sur le



site bientôt arrivé à saturation de la centrale, ravagée par la triple catastrophe séisme-tsunami-accident nucléaire du 11 mars 2011.

L'agence avait estimé mardi que ce projet « satisfaisait aux normes internationales de sûreté » et aura un impact « négligeable sur la population et l'environnement ».

Après une rencontre samedi entre M. Grossi et le ministre sud-coréen des Affaires étrangères Park Jin, le chef de l'AIEA a assuré que son agence resterait à la centrale de Fukushima pour assurer la sécurité « à chaque étape du processus », en écrivant sur le réseau social Twitter : « Ce qui commence maintenant est encore plus important que le travail accompli jusqu'à présent ».

Royaume-Uni

Dépénalisation de la drogue : Londres rejette le projet du gouvernement écossais

Le gouvernement autonome d'Edimbourg a présenté des propositions pour dépénaliser la possession de tout type de stupéfiant pour usage personnel en Ecosse, afin d'y réduire la mortalité par overdose, de loin la plus élevée d'Europe.

Londres, en charge de la législation sur les drogues pour tout le Royaume-Uni, a rejeté le projet du gouvernement indépendantiste écossais de dépénaliser la possession de drogue utilisée pour la consommation personnelle.

L'Ecosse, gouvernée par le parti national écossais (SNP), tente depuis plusieurs années d'infléchir la politique du pays sur la drogue, espérant réduire son taux de mortalité lié à la consommation de stupéfiants. Cette dépénalisation « permettrait aux personnes arrêtées en possession de drogue d'être soignées et aidées plutôt que poursuivies et exclues », a justifié le gouvernement écossais dans une déclaration accompagnant cette proposition. Le gouvernement écossais est responsable des politiques sanitaires et sociales relatives à la consommation de drogue.

Ouverture de salles de shoot

L'exécutif écossais préconise de traiter les consommateurs comme des patients plutôt que comme des criminels. La réforme prévoit aussi d'autoriser la mise en place de

mesures pour réduire les dangers liés à la prise de drogue, par exemple en créant des endroits supervisés (salles de shoot). « L'Ecosse a besoin d'une politique bienveillante, compatissante et fondée sur les droits humains, avec la santé publique et la réduction des dommages comme principes fondamentaux », a déclaré la secrétaire d'Etat en charge des drogues dans le gouvernement écossais, Elena Whitham. « Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement britannique pour mettre en pratique cette politique progressiste », a-t-elle ajouté.

Mais Londres y est farouchement opposé ! « Je n'ai pas vu [la proposition], mais je pense pouvoir dire qu'il n'est pas prévu de modifier notre politique ferme sur la drogue », a réagi le porte-parole du premier ministre Rishi Sunak. Un porte-parole du ministère de l'intérieur a également jugé « irresponsable » la proposition écossaise. Le parti travailliste, principal parti d'opposition, a aussi rejeté toute évolution de la loi.

Le taux de mortalité lié à la drogue le plus élevé d'Europe

Avec 327 morts pour un million d'habitants, l'Ecosse affichait en 2020 le taux de mortalité lié aux drogues le plus élevé d'Europe, la Norvège se classant au deuxième rang, mais loin derrière avec 85 décès, selon les statistiques officielles. Selon des chiffres officiels, 1 330 person-



nes sont mortes en Ecosse en lien avec leur consommation de drogue en 2021, un chiffre en légère baisse par rapport à 2020, mais qui fait suite à huit années consécutives de hausse. Le taux de mortalité lié à la prise de drogue était 3,7 fois plus élevé en Ecosse que dans l'ensemble du Royaume-Uni en 2020, et plus élevé que dans le reste de l'Europe.

Le gouvernement écossais, qui a

jusqu'ici échoué à organiser un nouveau référendum sur l'indépendance depuis celui perdu de 2014, s'oppose régulièrement à Londres sur le partage des compétences entre le gouvernement central du Royaume-Uni et le Parlement écossais.

En début d'année, le gouvernement conservateur avait bloqué un projet de loi voté par le Parlement local sur le changement de genre.

2 000 manifestants contre les violences policières à Paris malgré l'interdiction

Au moins 2 000 personnes se sont rassemblées samedi à Paris contre les violences policières malgré une interdiction des autorités, et d'autres se sont mobilisées ailleurs en France pour exprimer leur «colère» après la mort d'un adolescent lors d'un contrôle routier, catalyseur de plusieurs nuits d'émeutes dans le pays.

À Paris, les manifestants se sont massés dans le calme sur la place de la République, l'une des plus grandes de la capitale, en mémoire d'Adama Traoré, un jeune homme décédé peu après son interpellation par des gendarmes en juillet 2016.

Cette manifestation avait pourtant été interdite dans la matinée par la préfecture de police qui avait mis en avant des «risques de troubles à l'ordre public» et une pénurie de forces de l'ordre, mobilisées par les émeutes, pour sécuriser le cortège.

Assa Traoré, sœur d'Adama devenue depuis la mort de ce dernier une figure du combat contre les violences policières, y a pris la parole sur un banc de la place devant plusieurs élus du parti d'opposition de La France insoumise (LFI, gauche radicale) et entourée d'un important dispositif des forces de l'ordre.

«On marche pour la jeunesse, pour dénoncer les violences policières. On veut cacher nos morts. La France ne peut pas donner des leçons de morale. Sa police est raciste, sa police est violente», a-t-elle affirmé.

«Le gouvernement a décidé de mettre de l'huile sur le feu» et «de ne pas respecter la mort de mon petit frère», a ajouté Mme Traoré, en dénonçant les «prétextes» avancés par les autorités pour interdire la manifestation. Une enquête a été ouverte contre elle pour l'organisation de ce rassemblement.



Assa Traoré a ensuite demandé aux manifestants, qui scandaient notamment «Justice pour Nahel», de se disperser «sans violence».

Deux personnes ont été interpellées, dont le frère d'Assa Traoré, Youssouf, «alors que tout s'était bien passé», a déploré sur Twitter le député LFI Eric Coquerel.

Youssouf Traoré a été placé en garde à vue pour violences sur personne dépositaire de l'autorité publique et rébellion, a indiqué le parquet de Paris à l'AFP. Selon une source proche du dossier, il est accusé d'avoir «porté un coup» à une commissaire de police.

Plusieurs journalistes ont par ailleurs dénoncé sur les réseaux sociaux, preuves en images à l'appui, avoir été violemment repoussés par des policiers en couvrant ces

interpellations.

La mort de Nahel M., 17 ans, tué par un policier lors d'un contrôle routier le 27 juin à Nanterre, dans la banlieue ouest de Paris, a été le point de départ de cinq nuits consécutives de violences urbaines en région parisienne et dans plusieurs villes de France.

Ces violences urbaines sans précédent depuis 2005 ont jeté une lumière crue sur les maux de la société française, des difficultés des quartiers populaires aux relations houleuses entre jeunes et forces de l'ordre.

Une trentaine d'autres manifestations contre les violences policières ont été organisées samedi ailleurs en France, rassemblant notamment des centaines de personnes à Marseille (sud-est), Nantes (ouest), Strasbourg (est) et Bordeaux (sud-

ouest).

«Ça suffit, les coups de fusil, les LBD (lanceurs de balles en caoutchouc, utilisés pour disperser des manifestations et accusés de causer de graves blessures, ndlr), etc. On a besoin de policiers de proximité», a déclaré à l'AFP Geneviève Manka, une retraitée qui manifestait à Strasbourg.

Au total, près d'une centaine d'associations, syndicats et partis politiques classés à gauche avaient appelé à des «marches citoyennes» pour exprimer leurs «deuil et colère», dénoncer des politiques jugées «discriminatoires» contre les quartiers populaires, et demander «une réforme en profondeur de la police».

Le gouvernement a lui dénoncé ces appels à manifester «dans les grandes villes qui ne se sont pas encore remises des saccages».

Samedi, le ministère français des Affaires étrangères a fortement contesté les déclarations d'un comité d'experts de l'ONU qui a lourdement critiqué vendredi la gestion des émeutes par les forces de l'ordre et réclamé notamment l'interdiction du «profilage racial». La France «conteste des propos qu'elle juge excessifs» et «infondés», a répondu le ministère, en soulignant notamment que «la lutte contre les dérives de contrôles dits +au faciès+ (s'était) intensifiée».

Samedi en début de soirée, la première ministre Elisabeth Borne a promis des «moyens massifs pour protéger les Français» lors de la fête nationale du 14-juillet. Elle a notamment annoncé l'interdiction de la vente aux particuliers de feux d'artifice, avec lesquels des émeutiers visent parfois les forces de l'ordre, afin d'empêcher de nouvelles violences ce weekend-là.

Un accord international pour réduire la pollution du secteur maritime insuffisant selon les ONG

Un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du fret maritime, secteur très polluant, a été conclu par les pays membres de l'Organisation maritime internationale (OMI), mais il est jugé décevant par les écologistes.

« La 80e Commission de protection de l'environnement marin [MEPC] de l'Organisation maritime internationale [OMI] adopte une stratégie de réduction de gaz à effet de serre », a tweeté vendredi l'OMI, instance qui dépend de l'ONU.

Elle ajoute que l'accord affiche l'ambition de réduire les émissions de CO2 « d'une moyenne d'au moins 40 % d'ici 2030 comparé à 2008 ».

Le texte du compromis, consulté par l'AFP, prévoit aussi des objectifs « indicatifs » (donc non contraignants) de réduction des émissions polluantes d'au moins 70 % d'ici 2040, avec en ligne de mire au moins 80 %, comparé à 2008.

Plusieurs ONG jugent le texte décevant comparé aux objectifs qui étaient visés par de nombreux pays avant la rencontre, et insuffisant pour mettre le secteur sur la trajectoire d'une réduction des émissions de CO2 dans le cadre de l'accord de Paris de 2015.

En 2018, l'OMI avait donné aux transporteurs l'objectif de réduire leurs émissions de CO2 de 50 % en 2050 par rapport à 2008, ce qui était largement jugé insuffisant.

L'Union européenne réclamait lors des



négociations cette semaine au siège de l'OMI à Londres un objectif plus ambitieux de zéro émission nette en 2050 avec deux étapes intermédiaires : réduction de 29 % en 2030 et 83 % en 2040.

Les Îles-États du Pacifique, particulièrement menacées par le réchauffement climatique, voulaient aller plus loin, soutenues par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada : -96 % d'ici 2040.

« Profondément inquiets »

Les ONG écologistes de leur côté demandaient -50 % d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2040.

À l'inverse, nombre de gros exportateurs comme la Chine, le Brésil, l'Argentine, entre autres, ont freiné, affirmant que des objectifs trop stricts profiteraient aux pays riches, aux dépens des pays en développement.

Ils s'opposaient notamment au projet d'une taxe carbone, soutenu par le président français Emmanuel Macron et par des entreprises comme le géant du fret maritime Maersk.

Une éventuelle taxe n'apparaît désormais dans le projet d'accord que dans un éventail de mesures proposées pour réduire les émissions du fret.

La très grande majorité des 100 000 navires du secteur, qui transportent 90 % des marchandises dans le monde, sont propulsés par du fioul lourd. Le secteur est responsable de près de 3 % des émissions de CO2 mondiales, d'après l'ONU.

Le représentant au MEPC des Îles Marshall, Albon Ishoda, a jugé d'après le texte de son discours en clôture des réunions reçu par l'AFP, que la nouvelle stratégie de réduction des gaz à effet de serre « garde possible un réchauffement climatique limité à 1,5 degré, et engage le secteur vers une transition énergétique équitable ».

« Il reste toutefois beaucoup de travail pour s'assurer que le réchauffement plafonné à 1,5 degré [...] devient une réalité », insiste-t-il.

Les ONG écologistes se montrent plus critiques.

« Le niveau d'ambition de l'accord est très inférieur à ce qui est nécessaire pour garder le réchauffement climatique planétaire sous 1,5 degré, et la formulation du texte est vague et non contraignante », déplore l'ONG Clean Shipping Coalition.

« Les représentants de la société civile sont profondément inquiets que l'OMI ait échoué à aligner le fret maritime mondial sur la limite à 1,5 degré de hausse de la température » planétaire, renchérit l'ONG Ocean Campaigns.

France

Face au risque de violences le 14-Juillet, Élisabeth Borne promet des "moyens massifs"

La Première ministre Élisabeth Borne a promis des "moyens massifs pour protéger les Français" pour le week-end du 14-Juillet, lors duquel la vente de mortiers d'artifices sera interdite, afin d'empêcher de nouvelles violences après celles qui ont suivi la mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre.

Rassemblements interdits, mortiers d'artifice prohibés et "moyens massifs" promis pour un 14-Juillet placé sous étroite surveillance policière : le gouvernement poursuit son virage sécuritaire après les émeutes qui ont suivi la mort de Nahel.

"Les moyens seront massifs pour protéger les Français" les 13 et 14 juillet, a affirmé, samedi 8 juillet, la Première ministre Élisabeth Borne dans un entretien au Parisien, alors que l'exécutif entretient un nouvel embrasement dans les cités.

Un décret, publié dimanche, interdira en outre la "vente", le "port" et le "transport de mortiers d'artifice", fréquemment utilisés par les émeutiers, annonce la cheffe du gouvernement. "Seuls les professionnels, qui organiseront les feux d'artifice dans les communes, pourront en acheter".

Concernant d'éventuelles sanctions pour les familles de jeunes auteurs de violences, la Première ministre prévient que l'exécutif "fera évoluer la loi (...) si le cadre légal existant n'est pas suffisant".

Le gouvernement réfléchit en l'occurrence à une amende spécifique pour les mineurs, sur le modèle de l'amende forfaitaire pour les adultes quand ils commettent de tels actes. "C'est rapide et efficace", souligne Élisabeth Borne.



Depuis les violences qui ont suivi la mort du jeune Nahel, tué par un policier lors d'un contrôle routier, Emmanuel Macron a érigé le rétablissement d'un "ordre durable" en priorité absolue.

Les rassemblements en mémoire d'Adama Traoré, décédé peu après son arrestation par des gendarmes en juillet 2016, ont été interdits dans le Val-d'Oise et à Paris, ce qui n'a pas empêché 2 000 personnes de se rassembler samedi après-midi dans la capitale. Le frère d'Adama, Youssouf Traoré, a été interpellé en marge du rassemblement et placé en garde à vue pour violences sur personne dépositaire de l'autorité publique et rébellion.

La gauche dénonce une atteinte aux libertés

La France insoumise et les écologistes ont déploré ces interdictions de rassemblement qui placent la France "au ban des démocraties".

"D'interdiction en répression, de Pétain

à Valeurs actuelles, le chef de l'arc républicain entraîne la France dans un régime déjà vu. Danger. Danger", a tweeté le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

"Petit à petit les libertés publiques perdent du terrain (...) Ne plus pouvoir manifester contre un pouvoir, c'est en accepter le discours (...) Là est la pente autoritaire", a abondé Sandrine Rousseau, présente, malgré l'interdiction, au rassemblement parisien en mémoire

d'Adama Traoré. Une dizaine de députés insoumis et écologistes avaient également fait le déplacement.

Sur le plan judiciaire, les émeutes qui ont secoué la France ont donné lieu à 3 734 gardes à vue dont près de 400 incarcérations, selon les données du ministère de la Justice. Parmi ces gardés à vue, 1 163 étaient des mineurs.

"Emmanuel Macron doit impérativement montrer aux Français que toutes les mesures sont prises", relève à l'AFP le politologue Bruno Cautrès. "Si les violences repartent cet été, l'effet sera très négatif pour le gouvernement. Il faut un été calme pour pouvoir repartir sur des réformes à partir de la rentrée".

Élisabeth Borne, qui a assuré samedi "avoir délivré" la feuille de route des "100 jours" fixée par Emmanuel Macron en avril pour relancer son quinquennat après la crise des retraites, a notamment réaffirmé

l'objectif de "débattre d'un texte à l'automne" sur l'immigration.

La France épinglée par un comité de l'ONU

À plus long terme, "sur le plan de la sécurité, l'exécutif ne doit pas laisser le champ libre à la droite radicale", relève Bruno Cautrès.

Augmentation des places de prison, majorité pénale à 16 ans, responsabilité pénale parentale : pendant les violences qui ont suivi le décès de Nahel, plusieurs élus Les Républicains, dont le président du parti, Éric Ciotti, et le patron des sénateurs, Bruno Retailleau, ont formulé des propositions parfois en phase avec l'extrême droite.

"Le gouvernement ne veut clairement pas se laisser dépasser par la droite, quitte à flirter parfois avec les limites du cadre juridique", souligne la constitutionnaliste Anne-Charlène Bezzina, de l'Université de Rouen. "Au risque de recevoir de nouvelles mises en garde de la part de certains juges, des instances de protection des libertés en France et à l'international".

Dans la foulée des émeutes, un comité de l'ONU a dénoncé "l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre". Des propos contestés samedi par Paris qui les juge "excessifs" et "infondés".

La députée écologiste Sandrine Rousseau s'est dite samedi soir "inquiète" de potentiels débordements qui pourraient éclater le 14-Juillet.

"Le gouvernement doit annoncer des mesures" contre les violences policières, a déclaré l'élue sur BFMTV, dénonçant un pouvoir exécutif qui "ne comprend pas la France profonde".

Football

Liverpool prépare une offre de 34 millions de livres sterling après que Jurgen Klopp ait dit aux patrons de "conclure l'accord à tout prix"

Après avoir accueilli deux milieux de terrain dans l'équipe, Jurgen Klopp a demandé au conseil d'administration de Liverpool de faire un pas vers le défenseur turinois, Perr Schuurs.

Après avoir signé Mac Allister et Dominic Szoboszlai cet été, Klopp cherche des défenseurs à signer maintenant. Il y a eu quelques noms sous la forme de Bastonis et Colwills. Mais maintenant, il y a un nouveau nom et c'est Perr Schuurs de Turin.

Des rapports suggèrent que Liverpool prépare une offre de 34 millions de livres sterling pour le joueur de 23 ans.

De plus, les Reds ont été étroitement liés à Levi Colwill de Chelsea ces derniers jours, mais Mauricio Pochettino serait un grand fan du jeune anglais. Pendant ce temps, le club tient à le lier à un nouveau contrat, ce qui signifie que tout accord semble peu probable à l'heure actuelle.

Liverpool pourrait bien signer un autre milieu de terrain cet été avec Romeo Lavia de Southampton en tête de leur liste restreinte. Cependant, on s'attend à ce qu'il reste encore de l'argent dans le budget pour que Klopp renforce également sa défense.

La défense de l'équipe première à Konaté, Matip et Gomez n'a pas été à la hauteur des attentes la saison dernière. Par conséquent, Klopp est maintenant impatient



de renforcer également sa ligne de fond pour la saison prochaine.

Liverpool vise à signer Perr Schuurs

Selon Tuttosport, Liverpool a déjà vu une offre de 25 millions de livres sterling pour le défenseur central Schuurs de 23 ans refusée. De plus, ils sont prêts à revenir avec une offre améliorée de 34 millions de livres sterling.

Le point de vente italien affirme que Klopp a voulu le défenseur, qui a eu un procès pour Liverpool alors qu'il n'avait que 17 ans.

De plus, Klopp a dit aux membres du conseil d'adminis-

tration de conclure l'accord à tout prix. À seulement 23 ans, le défenseur néerlandais est également capable de jouer en tant que RB et constitue une option attrayante pour les Reds.

Cependant, ils pourraient également être confrontés à la concurrence de Naples, qui, selon les rumeurs, perdrait Kim Min-Jae au profit du Bayern.

Le joueur de 23 ans avait été pressenti pour un avenir immense après avoir percé à l'Ajax en 2018. De plus, beaucoup le pressentent pour devenir le successeur naturel de Matthijs de Ligt.

Cependant, Schuurs a eu du mal à être à la hauteur de la facturation et a quitté le club l'année dernière pour un nouveau départ en Italie. Et il a fait une énorme impression depuis son départ, jouant 36 fois lors de sa première saison alors que Torino a terminé 10e du tableau de Serie A.

Liverpool, quant à lui, a également été lié à d'autres défenseurs, dont Goncalo Inacio, Colwill, Marc Guehi et Micky van de Ven. Bien que Micky s'attende à recevoir une offre de Tottenham dans les prochains jours.

Chelsea : Christian Pulisic veut rejoindre l'AC Milan

Les supporters lyonnais ont repris espoir. Alors que tout semblait se diriger vers un transfert de Christian Pulisic à l'AC Milan, The Athletic nous informait tard dans la soirée de dimanche que Christian Pulisic faisait l'objet d'une offre de 25 millions émise par l'OL. Dans cette transaction, les Gones offraient alors pas moins de dix millions de plus que les Lombards.



Pourtant, l'engouement lyonnais pourrait être finalement refroidi. En effet, selon les informations d'EPSN, l'ailier américain de 24 ans voudrait rejoindre à tout prix l'Italie. Selon le média anglais, il souhaiterait disputer la Ligue des Champions avec les Milanais, prêts à revoir leur première offre à la hausse pour s'offrir l'ancien du Borussia Dortmund. Comme nous vous le révélions en exclusivité, il s'est déjà mis d'accord sur son contrat avec le club rossonero.

John Terry de retour à Chelsea !

John Terry, légende du football et ancien capitaine de Chelsea, fait son retour au sein du club londonien. Il occupera un rôle au sein de l'académie du club, se concentrant sur le développement des jeunes talents.

Terry avait récemment occupé le poste de manager adjoint à Leicester City, mais son contrat n'a pas été renouvelé après la relégation de l'équipe en Championship. Le défenseur anglais, âgé de 42 ans, a déjà travaillé chez les Blues en tant que consultant en entraînement en 2022. « Je suis ravi d'être de retour à la maison pour travailler à l'académie et continuer mon rôle au club », a déclaré celui qui a commencé sa carrière d'entraîneur en 2018 en tant que manager-adjoint à Aston Villa.

Avec cinq titres de champion de Premier League et de nombreux autres trophées à son actif, Terry est considéré comme l'un des meilleurs défenseurs de l'histoire de Chelsea. Son retour au club suscite donc beaucoup de satisfaction parmi les supporters et le staff.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I.Govindasamy Co Ltd represented by Mr & Mrs Indren Govindasamy will apply to the Municipal Council of Beau Bassin - Rose Hill for a Building and Land Use Permit for a Construction of a building at ground floor to be used for parking of repaired vehicles ancillary to the existing commercial building at Lot 13, 15 & 17, Ariane Avenue, Plaisance, Rose Hill

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 11/07/2023

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Before the Honourable Judge in Chambers)

Serial No: 109/2023

In the matter of:

Déclaration d'absence of Mr Rajenduth Thacoor

Ex-parte:

Nandany Thacoor

Applicant

In the presence of:

1.- Ministère Public

2.- The Registrar Civil Status

Co-Respondents

LEGAL NOTICE DULY VISAED BY THE MINISTRE PUBLIC

NOTICE IS HEREBY given that upon an application made by Mrs Nandany THACOOR (born MANIK), the lawful wife of Mr Rajenduth THACOOR, duly represented by her agent and proxy, Mrs. Ooneshree Chukun, the Honourable C. GREEN-JOKHOO, Judge of the Supreme Court sitting in Chambers, has by an Order dated 16th of May 2023:-

- declared the absence of Mr Rajenduth THACOOR, born on 5 July 1963 in Long Mountain, in the District of Pamplemousses, to late Mr Krishnduth THACOOR and Mrs Oomowtee THACOOR (born DEROCHONEE), as evidenced by Act of Birth bearing No. 255 of 1963;
- also ordered that appropriate extracts of the *décision déclarative d'absence* of the said Mr Rajenduth THACOOR shall, after having been visaed by the Ministère Public, be published within two months of the date of the Judge's Order, in two dailies, one of which shall be L'Express, and
- further, after the publication of the *décision déclarative d'absence* of the said Mr Rajenduth THACOOR within the delay of two months, ordered the Registrar of Civil Status Office to make the relevant entry in all his books and registers of the *décision déclarative d'absence* of the said Mr Rajenduth THACOOR, more specifically in the Death Register of Long Mountain Civil Status Office of the District of Pamplemousses in accordance with the Civil Status Act to the effect that the said Mr Rajenduth THACOOR has been declared absent.

Under all legal reservations
Port Louis this 6th day of July 2023

Jaykar Gujadhur, SA
Of Madun Gujadhur Chambers LLP
Ground Floor, Courtview Building, Pope Hennessy Street, Port Louis
ATTORNEY FOR APPLICANT

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION DEPARTMENT INSOLVENCY SKRVICE OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE

ONE CATHEDRAL SQUARE, JULES KOENIG STREET, PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/00033/2020

SANDONEARTH LTD (In Receivership)

Petitioner

MR FOO SUN WAY FOO KUNE

Respondent

Notice is hereby given that on a petition presented by SANDONEARTH LTD (In Receivership) dated 17th January 2020, a Bankruptcy Order has been made on the 29th day of March 2023 at 10.45 a.m against Mr Foo Sun Way Foo Kune of Hassen Atchia Street, Mare Gravier, Beau Bassin and that, by law, the property of the above-named is now vested in me

Persons having in their possession any goods, chattels and other property whatsoever belonging to the above-named debtors are warned that they must deliver over same to me.

Notice is also given that the first Meeting of Creditors of the above named debtors shall be held at my office, at the Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedral Square, Jules Koenig Street, Port Louis on Thursday, the 13 day of July, 2023 at 10.30 hrs.

Dated this: 23rd day of June. 2023

V. VIRASAMI
Official Receiver

Notice under Section 311(2) of the Companies Act 2001

Notice is hereby given that 'You Shoes Ltd' a Domestic Company having its Registered Office at Suite 15 Bis, CelicourtAntelme Street Rose Hill, Mauritius, is to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

Any objection to the removal under section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

Dated this 05th of July 2023

YaminShalla
Director

Foot News

Edwin van der Sar en soins intensifs après une hémorragie cérébrale

L'Ajx Amsterdam, l'ancien club du Néerlandais Edwin van der Sar, a annoncé que l'ex-gardien de but se trouvait en soins intensifs après une chute.

Edwin van der Sar, victime d'une hémorragie cérébrale, a été admis en soins intensifs, a annoncé vendredi 7 juillet l'Ajx Amsterdam dans un communiqué publié sur Twitter. L'ancien footballeur néerlandais de 52 ans, qui a joué pour l'Ajx Amsterdam puis Manchester United, était en vacances sur une île croate lorsqu'il a fait une chute, a déclaré la radiotélévision publique néerlandaise NOS.

« Edwin van der Sar a eu des saignements autour du cerveau. Il est hospitalisé en unité de soins intensifs et se trouve dans un état stable », a précisé le club de Football.

« Une fois qu'il y aura des informations plus concrètes, une actualisation suivra », a ajouté l'Ajx, dont Van der Sar a récemment démissionné. « Tout le monde à l'Ajx souhaite à Edwin un prompt rétablissement. Nous pensons



à toi. »

L'ex-gardien international néerlandais Edwin van der Sar a annoncé en mai sa démission de son poste de directeur général de l'Ajx Amsterdam

après « une période incroyablement difficile » et plus d'une décennie au sein de la direction du club.

Une dernière saison difficile avec l'Ajx

La démission de Van der Sar était intervenue après la pire saison en quatorze ans du club néerlandais qui a terminé troisième en Eredivisie après une défaite 3-1 contre le FC Twente.

Considéré comme l'un des meilleurs gardiens de but de sa génération, Van der Sar a défendu les buts de l'Ajx entre 1991 et 1999, remportant la Ligue des champions en 1995. Il a ensuite remporté la « Coupe aux grandes oreilles » en 2008 avec Manchester United après des passages à la Juventus et à Fulham.

Van der Sar a mis un terme à sa carrière internationale en 2011. Avec 130 sélections avec les Oranje, il est le deuxième joueur néerlandais le plus capé derrière Wesley Sneijder (134). Van der Sar est revenu à Amsterdam dès la fin 2012, en tant que directeur du marketing. Quatre ans plus tard, il a été promu au rang de directeur général.

Euro M21: l'Angleterre sacrée sans prendre un but de toute la compétition!



En battant l'Espagne 1-0, l'Angleterre est devenue championne d'Europe des moins de 21 ans 39 ans après son dernier sacre! Ce 3e titre, après 1982 et 1984, a été acquis à la suite d'un parcours sans faute, puisque les Anglais ont gagné leurs 6 matches et ont réalisé l'exploit de n'encaisser aucun but durant toute la compétition.

La tâche s'annonçait pourtant ardue face à la "Rojita", meilleure attaque du tournoi (13 buts) et qui restait sur un festival offensif contre l'Ukraine en demi-finale (5-1).

Mais les jeunes Anglais ont été les plus dangereux dans un premier acte marqué par de nombreuses erreurs techniques de part et d'autre, et par un nombre important de fautes.

Emmené par le joueur de Newcastle Anthony Gordon, remuant sur le plan offensif, ils se sont procurés plusieurs occasions avant de trouver le poteau sur une tête du défenseur de Chelsea Levi Colwill (44e).

L'Espagne rate un penalty à la ...99e

Quelques instants plus tard, ils ont profité d'une faute grossière à proximité de la surface de réparation pour ouvrir le score sur un coup-franc du Citizen Cole Palmer, dévié par un de ses coéquipiers se trouvant à proximité du mur des Ibériques (1-0, 45e+4).

Très nerveux, en témoignent les 7 cartons jaunes récoltés et les mauvais gestes dont ils se sont rendus coupables, les Espagnols ont été trop brouillons pour espérer revenir.

Si un jeu léché avait permis à la "Rojita" de se hisser jusqu'en finale, elle s'est cette fois-ci montrée trop maladroite pour exister, à l'image du penalty mal tiré par le capitaine Abel Ruiz (90e+9) et repoussé par Trafford.

Arsenal confirme un bouleversement majeur alors que l'assistant de Mikel Arteta, Steve Round, quitte le club

Dans un e-mail aux employés du club jeudi, le directeur sportif Edu a confirmé le départ de Steve Round qui fait partie du club depuis la nomination de Mikel Arteta en 2019.

Arsenal a confirmé que l'assistant de Mikel Arteta, Steve Round, avait quitté le club par consentement mutuel.

Round est aux Emirats depuis la nomination d'Arteta en 2019 et a été reconnu pour avoir joué un rôle clé dans la résurgence du club. Cependant, dans un e-mail au personnel du directeur sportif Edu, le départ de Round a été confirmé.

L'e-mail se lit comme suit : "Alors que les préparatifs de la nouvelle saison masculine commencent, nous pouvons confirmer que Steve Round a quitté le club d'un commun accord. Steve a rejoint le club au sein de notre nouvelle équipe d'entraîneurs en décembre 2019 lorsque Mikel a commencé son rôle d'entraîneur-chef.

"Pendant son temps avec nous, Steve a joué un rôle essentiel en travaillant avec les joueurs de notre première équipe masculine et en aidant les progrès significatifs que nous avons réalisés au cours des dernières saisons. Nous remercions Steve pour sa contribution à l'Arsenal Football Club et lui souhaitons, ainsi qu'à sa famille, tout le meilleur de la santé et du bonheur."

Il est entendu que le rôle de Round avait été réduit ces derniers mois et Albert Stuivenberg restera en place en tant



qu'autre assistant. Il n'a pas encore été précisé si un remplaçant sera nommé.

Round a rencontré Arteta pour la première fois à l'époque où le patron des Gunners était joueur à Everton, où il a fait partie du personnel de David Moyes. Il a également travaillé à Manchester United, à Newcastle et avant qu'Arsenal ne soit directeur technique d'Aston Villa.

S'exprimant en avril dernier, l'homme de 52 ans expliquait ce que son poste impliquait au quotidien : "Mon rôle au sein du staff technique est avant tout d'assister le manager dans l'encadrement de l'équipe et de aider à entraîner les unités de position et les individus au sein de l'équipe.

L'inter va passer à l'action pour Romelu Lukaku

Prêté par Chelsea à l'Inter Milan la saison dernière, Romelu Lukaku veut rester chez les Nerazzurri, qui vont bientôt proposer une offre aux Blues pour garder l'attaquant de 30 ans dans leurs rangs.

Romelu Lukaku se plaît en Italie. Prêté par Chelsea à l'Inter Milan lors de l'exercice 2022-2023, Romelu Lukaku (30 ans) a retrouvé de la confiance après une aventure difficile avec les Blues (15 réalisations en 59 rencontres). L'international belge veut d'ailleurs rester chez les Nerazzurri, avec

qui il a inscrit 14 buts en 37 matches toutes compétitions confondues. Problème: il appartient encore à l'équipe de Todd Boehly puisqu'il est sous contrat jusqu'en 2026.

L'Inter doit vendre

De son côté, la direction intéresse se prépare à passer à l'action, comme le révèle La Gazzetta Dello Sport. Mais pour définitivement acheter le buteur belge après avoir attiré Marcus Thuram, l'Inter a besoin de vendre. Marcelo Brozovic va filer à Al-Nassr et les tifosi ne seraient pas contre un départ d'André Onana, qui pourrait rapporter gros



(entre 50 et 60 millions). Cette éventuelle grosse rentrée d'argent permettrait au club milanais d'avoir une marge de manoeuvre

plus flexible pour gérer le dossier de l'attaquant.

Si Chelsea demande 40 millions pour Lukaku l'Inter ne veut pas en dépenser plus de 30 millions, payables sur plusieurs saisons. L'autre option pourrait mener à un nouveau prêt payant de 5 millions d'euros. Depuis samedi, il est officiellement redevenu un joueur de Chelsea. Mais Lukaku, lui, ne veut que l'Inter. Ces derniers jours, il aurait refusé un contrat mirobolant de trois ans à 40 millions d'euros par saison pour rejoindre Al-Hilal, en Arabie Saoudite.